



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Birmanie

Question au Gouvernement n° 488

Texte de la question

SITUATION EN BIRMANIE

M. le président. La parole est à M. Jacques Remiller, pour le groupe UMP.

M. Jacques Remiller. Monsieur le président, j'associe à ma question le docteur Philippe Vitel, député du Var, président du groupe d'étude parlementaire sur l'action humanitaire. Ma question s'adresse à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

Monsieur le ministre, la Birmanie a été très durement touchée ce week-end par le passage dévastateur du cyclone Nargis.

Dans ce pays, l'un des plus pauvres d'Asie, gouverné depuis 1962 par des junte militaires, le bilan ne cesse de s'alourdir d'heure en heure. Il est de plus de 15 000 morts selon les chiffres officiels fournis par les autorités birmanes, dont 10 000 morts pour la seule ville de Bogalay qui aurait été détruite à 95 %.

L'ONU évoque d'ores et déjà des centaines de milliers de sans-abri. Certaines régions sont encore inaccessibles, totalement coupées du monde, et les très rares associations humanitaires présentes sur place décrivent une situation pire que celle du tsunami de décembre 2004. L'heure est à la mobilisation internationale pour aider les survivants de cette catastrophe qui manquent de tout : eau, vivres, abris.

La France ne peut évidemment rester insensible à ce drame qui touche le peuple birman. Quelles actions compte-t-elle mener pour venir en aide aux populations si durement touchées par cette catastrophe ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, le bilan s'est, hélas ! alourdi depuis ce matin : il est désormais de 21 000 morts, 45 000 disparus, 150 000 déplacés et sans doute 1 million de réfugiés. L'urgence n'est donc pas seulement de mobiliser les ressources, mais aussi de les faire parvenir.

Or, pour l'heure, le gouvernement birman, que vous avez très justement décrit comme une dictature militaire, refuse l'accès à son territoire. La sécurité civile est prête, ainsi que quelques rares ONG, dont quatre organisations françaises par lesquelles nous ferons parvenir les 200 000 euros que nous avons débloqués.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) Cette somme peut paraître dérisoire, compte tenu de la situation, mais c'est exactement ce que les autres font. *(Mêmes mouvements.)*

M. Albert Facon. C'est l'équivalent des frais vestimentaires de Mme Dati !

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Sachez, vous qui criez sans cesse, que si l'on donne plus d'argent, il ira au gouvernement birman, et non aux réfugiés ! Nous avons pesé cela, mieux que vous ne le pensez. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. -Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)* Le Japon et les États-Unis donnent la même somme et la Thaïlande, qui est un pays voisin, 400 000 dollars.

Avez-vous une recette pour faire parvenir cette aide ? Pour le moment, l'Aide médicale internationale, Médecins du monde, Action contre la faim et la Croix-Rouge française sont sur place : c'est une chance pour les populations et c'est, pour nous, le seul contact sérieux qui nous permettra, peut-être, de parvenir jusqu'à elles. Pour l'heure, nous insistons, notamment avec l'ONU, auprès du gouvernement birman pour qu'il ouvre ses portes. Mais celui-ci répond qu'il distribuera lui-même l'argent. Nous ne pouvons l'accepter, mais nous sommes

aussi obligés de passer sous ses fourches caudines. Pour l'heure, il faut assurer l'accès aux soins des personnes déplacées.

Je rappelle en outre que le gouvernement birman a maintenu la date du référendum, qui doit se tenir le 10 mai, alors que Mme Aung San Suu Kyi et l'opposition en demandent à juste titre le report. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Remiller](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 488

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 mai 2008